

MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA
PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

DIRECTION DE LA FONCTION
PUBLIQUE

PORANT VERSEMENT RECLASSEMENT ET
NOMINATION DE MADAME NGANKOUBI NEE
MANGOULOU ADRIENNE, INSTITUTRICE
ADJOINTE DE 4° ECHELON, DES CADRES
DES SERVICES SOCIAUX (ENSEIGNEMENT)..

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

(/ISAS

Vu la Constitution du 8. Juillet 1979;

Vu la Loi N°25/80 du 13/11/1980 portant amendement de
l'article 47 de la Constitution du 8 juillet 1979;

Vu la Loi N°15.62 du 3.2.1962 portant statut général des
Fonctionnaires;

Vu l'Arrêté N°2087 du 21.6.1958 fixant le règlement sur
la solde des Fonctionnaires;

Vu le Décret N°62.426 du 29.12.1962 fixant le statut des
Cadres de la Catégorie A, des services Administratifs et
Financiers (SAF);

Vu le Décret N°62.130 MF du 9.5.1962 fixant le régime
des rémunérations des Fonctionnaires;

Vu le Décret N°62.195.FP du 5.7.1962 fixant la hiérar-
chisation des diverses catégories des cadres;

Vu le Décret N°62.197.FP. du 5.7.1962 fixant les caté-
gories et hiérarchies des cadres créées par la Loi N°15.62
du 3.2.1962 portant statut général des Fonctionnaires;

Vu le Décret N°62.198.FP. du 5.7.1962 relatif à la nomi-
nation et à la révocation des Fonctionnaires des cadres de
l'Etat;

Vu le Décret N°67.50.FP. du 24.2.1967 réglementant la
prise d'effet du point de vue de la solde des actes régle-
mentaires relatifs aux nominations, intégrations, reconsti-
tutions de carrière et reclassements notamment en son article
1er § 2;

Vu le Décret N°73.143 du 24.4.1973 fixant les modalités
de changement de spécialité applicables aux Fonctionnaires
de la République Populaire du Congo;

Vu le Décret N°74.470 du 31.12.1974 abrogeant et rempla-
çant les dispositions du Décret N°62.196.FP du 5.7.1962
fixant les échelonnements indiciaires des Fonctionnaires;

Vu le Décret N°79.154 du 4.4.1979 portant nomination du
Premier Ministre, Chef du Gouvernement;

Vu le Décret N°80.630 du 27.12.1980 portant déblocage
des Avancements des Agents de l'Etat;

Vu le Décret N°80.644 du 28.12.1980 portant nomination
des Membres du Conseil des Ministres;

Vu le Rectificatif N°81.016 du 26.01.1981 au Décret
N°80.644 du 28.12.1980 portant nomination des Membres du
Conseil des Ministres;

Vu le Décret N°81.017 du 26.01.1981 relatif aux intérim
des Membres du Gouvernement;

Vu l'Arrêté N°1232/MJT-SGFPT-DFR du 16.2.1978 autorisant
Madame NGANKOUBI née MANGOULOU Adrienne, Institutrice-Ad-
jointe de 3° échelon à suivre un stage de Formation en Rou-
manie.

D.B.

C.F.

134

67

(/u l'arrêté n°3926/MEN/SGEN/DPAA/P1 du 5.5.1978 portant promotion des Instituteurs-Adjointes et Institutrices-Adjointes des cadres de la catégorie C1 de l'Enseignement au titre de l'année 1977;

(/u la lettre n°008/MEN/DGAS/DPAA/SP/P1 au 8 Janvier 1982 du Directeur Général de l'Administration Scolaire;

(/u la demande de l'intéressée en date du 29 Novembre 1981

/). _ _ _ _ _ E _ _ _ _ _

ARTICLE 1ER. - En application des dispositions combinées des décrets n°s 73/143 du 24.4. 1973 et 62/426 du 29.12.1962 susvisés Madame NGANKOUOBI née MANGOULOU Adrienne, Institutrice-Adjointe de 4ème échelon Indice 520 des cadres de la catégorie C, hiérarchie 1 des services sociaux(Enseignement), Titulaire du Diplôme d'Etudes Supérieures en Sciences Economiques dans la spécialité Finances-Comptabilité, délivré par l'Institut(Université) Académie d'Etudes Economiques de la République Socialiste de Roumanie, est versée dans les cadres des services Administratifs et Financiers(SAF) (Administration Générale) reclassée à la catégorie A, hiérarchie 1 et nommée Administrateur de 1er échelon, Indice 790. ACC = Néant.

ARTICLE 2. - L'intéressée qui bénéficie d'une bonification de deux(2) échelons conformément aux dispositions du décret 74/229 du 10.6.74 précité, est nommée au 3ème échelon de son grade, Indice 1010. ACC = Néant.

ARTICLE 3. - Madame NGANKOUOBI née MANGOULOU Adrienne est mise à la disposition du Ministère des Finances.

ARTICLE 4. - Le présent Décret qui prendra effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté pour compter de la date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage, sera enregistré, publié au JORPC et communiqué partout où besoin sera./.-

BRAZZAVILLE, LE 21 Septembre 1982

PAR LE PREMIER MINISTRE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Le Ministre du Travail et de
la Prévoyance Sociale,

Colonel Louis SYLVAIN-GOMA.-

Bernard COMPECIATIONA.-

Le Ministre des Finances,

AMPLIATIONS :

- JORPC.....	1
- DGTFP.....	3
- DB.....	3
- D.C.F.....	1
- MEN.....	2
- DPAA.....	2
- INTERESSEE.....	1
- DOSSIER.....	3
- SGCM. BC.....	2.-

Itihi Ossétoumba LEKOUNDZOU.-